

Montpellier

Des parents défendent la mixité sociale au collège

Depuis 2015, le collectif des parents d'élèves du Petit Bard-Pergola se mobilise pour l'égalité des chances des enfants de ce quartier paupérisé de Montpellier, qui subit toujours les effets de l'exclusion sociale.



Pour Fatima ^[1], les choses sont claires : « *La ségrégation scolaire est due à la ségrégation urbaine.* » Le collectif des parents d'élèves du Petit Bard-Pergola, dont elle fait partie, à Montpellier, se bat depuis six ans contre la relégation des enfants de son quartier, au taux de pauvreté démesuré (58 %) et classé « prioritaire » pour la politique de la ville.

Tout a commencé en mars 2015. À la suite d'une refonte de la carte scolaire, le quartier du Petit Bard-Pergola a été placé dans le secteur du collège Las-Cazes. C'est peu dire que cet établissement trainait une mauvaise réputation : avec seulement 300 élèves – moins de

[1] Les membres du collectif des parents d'élèves du Petit Bard-Pergola que nous avons rencontrés ont demandé que seuls leurs prénoms soient cités.



dent



© ARTHUR JUNIER



DOSSIER



la moitié de sa capacité –, dont 80 % de boursiers, il était le reflet des quartiers paupérisés de Montpellier, fuis par les classes moyennes et aisées. Et comme souvent quand l'exclusion affecte une population, une image d'insécurité lui collait aux basques.

« On a envoyé une cinquantaine de courriers aux institutions. Zéro réponse ! On a organisé des petits-déjeuners dans les écoles. Toujours rien. Alors, on a acheté des chaînes et on a bloqué les quatre écoles maternelles et primaires du quartier qui accueillaient 600 élèves. Cela a duré dix-sept jours », se souvient Nacira, présidente du collectif de mères d'élèves né dans ces journées de mobilisation inédite.

Têtes nues ou voilées, elles ont défilé dans Montpellier, fait le siège du rectorat et répondu à la nuée de médias qui s'est précipitée sur le quartier. « Les gens disaient : les femmes voilées, qu'est-ce que vous voulez ? Une école coranique ? Non ! On se battait pour l'avenir de nos enfants, pour qu'ils soient considérés, comme dans les autres quartiers », rappelle Nacira. Et de poursuivre : « C'est un combat pour l'égalité des chances. »

VICTOIRE EN DEMI-TEINTE

Résultat, la nouvelle carte scolaire si contestée a été abandonnée. Mieux encore, le ministère de l'Éducation nationale et le conseil départemental de l'Hérault ont décidé de transformer le collège Las-Cazes pour lui redonner de l'attractivité et favoriser la mixité sociale. Rebaptisé Simone-Veil, il a été doté de plusieurs sections aux effectifs réduits (internationale anglo-américaine, rugby, arts de la scène et du spectacle, athlétisme) de nature à séduire les catégories socioprofessionnelles favorisées. S'y ajoutent une offre linguistique renforcée, des parcours scientifiques et du soutien scolaire.

« Cette synergie de dispositifs, jointe à un accompagnement des personnels éducatifs que l'on cherche à fidéliser, suscite une vraie dynamique », assure Sophie Béjean, rectrice de l'académie de Montpellier et de l'Occitanie. En effet, le nombre d'élèves a doublé (635 à la rentrée 2021). Mais le taux de boursiers demeure très élevé (66 %) dans ce collège.



© AFRICOR-JUNIER



“ Au Petit Bard-
Pergola, le taux de
scolarisation des 15-24 ans
n'est que de 56 % et
le taux de diplômés ayant
le bac ou plus, de 30 %

En réalité, Simone-Veil, comme d'autres établissements scolaires en REP+, continue à souffrir de la fuite des classes moyennes et aisées vers les collèges publics du centre-ville et plus encore vers l'enseignement privé. Une fuite qui s'observe dans tous les territoires où la concurrence est forte entre des établissements très peu mixtes.

Pas étonnant, dans une ville de 290 000 habitants qui affiche un taux de pauvreté de 27 % – à peine un point en dessous de la Seine-Saint-Denis, qui est le département le plus pauvre de France métropolitaine – et concentre les plus démunis dans des quartiers populaires, à l'ouest de la commune. Mais le sentiment d'exclusion se nourrit aussi des difficultés à échapper au destin qui semble être assigné. Au Petit Bard-Pergola, le taux de scolarisation des 15-24 ans n'est que de 56 % et le taux de diplômés ayant le bac ou plus, de 30 %. Quant au taux d'emploi, il plafonne à 35 %, et cet emploi est précaire une fois sur quatre.





DOSSIER



Dans la voix de Nacira, la colère le dispute à l'amertume. Après la mobilisation de 2015, « on n'a eu que des miettes », proteste-t-elle. Le collectif réclame « une véritable politique de mixité sociale », définie en 2018 lors des seconds Etats généraux de l'éducation dans les quartiers populaires, qui ont rassemblé plusieurs collectifs et des chercheurs : une loi égalité-mixité à l'école qui oblige l'Education nationale et les collectivités à agir contre les ségrégations scolaires, l'affectation d'enseignants expérimentés dans les collèges REP+, l'implication des parents-experts dans les établissements, le développement des activités culturelles...

Les parents d'élèves alertent aussi sur le décrochage scolaire observé pendant l'épidémie de Covid-19. Et le sentiment d'abandon qui perdure. « Il n'y a pratiquement plus de professionnels de santé dans le quartier. J'ai attendu deux ans et demi pour avoir un orthophoniste pour mon fils, témoigne Nadia. Et à l'école, il n'y a pas de psychologue scolaire. »

MOBILISATION NATIONALE

Mais la désillusion va bien au-delà. Le collectif dénonce « la stigmatisation des quartiers prioritaires de la politique de la ville », ainsi que « le rejet et le mépris »

“ A 14 ou 15 ans, ce sont les oubliés de la République ! ”

Fatima, membre du collectif des parents d'élèves du Petit Bard-Pergola

dont ils sont victimes et qui pèsent sur les jeunes. En particulier, à un moment crucial de leur orientation, en fin de collège. « A 14 ou 15 ans, ce sont les oubliés de la République ! », lance Fatima. La déception est d'autant plus grande que les habitants du Petit Bard-Pergola se battent depuis longtemps contre les maux dont souffrent nombre de quartiers populaires, en France.

Dans ce quartier « construit à l'origine pour les pieds-noirs et habité depuis les années 1980-1990 par des familles issues de l'immigration marocaine, c'est d'abord la dégradation d'une grande copropriété privée, aux mains de syndicats accusés d'être véreux, qui a suscité une forte mobilisation », relate Hamza Aarab, ancien porte-parole de l'association Justice pour le Petit Bard. En 2004, un incendie a causé la mort d'un homme et mis à la rue des familles. La longue bataille militante pour leur relogement a abouti à une vaste opération de rénovation urbaine.

Les parents d'élèves du Petit Bard-Pergola se sont associés à d'autres collectifs, notamment dans la région parisienne, pour organiser les Etats généraux de l'éducation dans les quartiers populaires avec la participation de chercheurs en sociologie. Mot d'ordre : lutter contre les inégalités et la ségrégation scolaire. C'est dans ce contexte qu'en 2017, la ville et l'académie de Paris ont décidé d'expérimenter trois secteurs multicollèges dans les 18^e et 19^e arrondissements de la capitale. Un seul secteur pour deux collèges, des méthodes de répartition destinées à équilibrer la composition sociale... Selon l'évaluation menée par deux chercheurs, Julien Grenet et Youssef Souidi, la mixité sociale a nettement progressé. Or, « l'amélioration de la mixité sociale va de pair avec celle des résultats scolaires », selon Alexandra Nizak, présidente du collectif de parents d'élèves du 18^e arrondissement Apprendre ensemble, très impliqué dans la démarche.

Reste un point noir : l'enseignement privé, bien que subventionné par la puissance publique, « n'est pas soumis à la sectorisation et continue d'attirer les milieux favorisés », note-t-elle.

■ Solange de Fréminville

